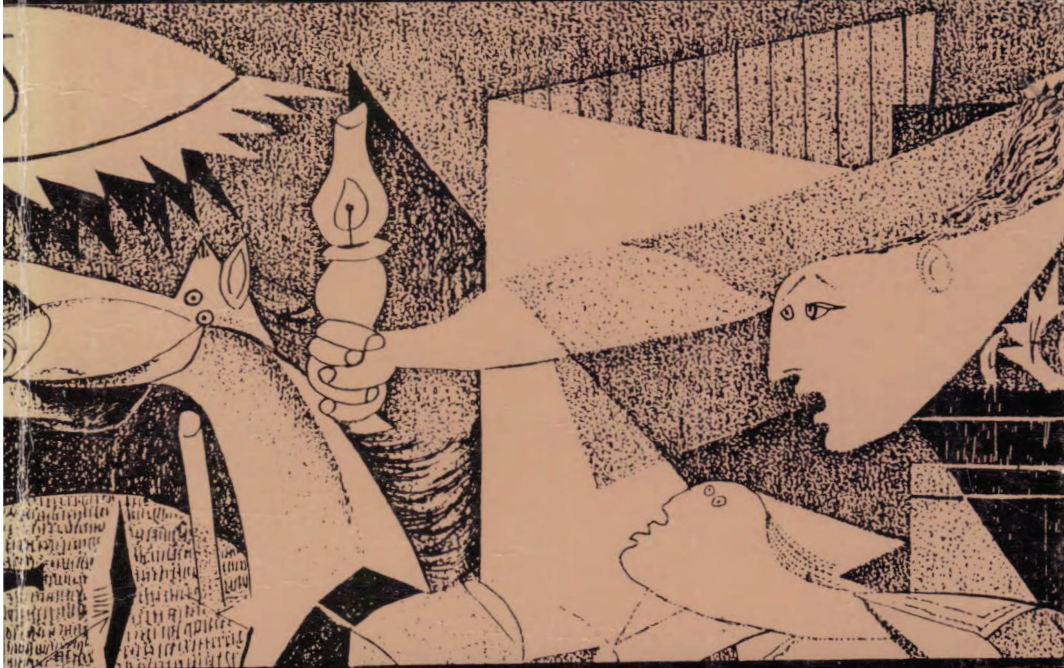
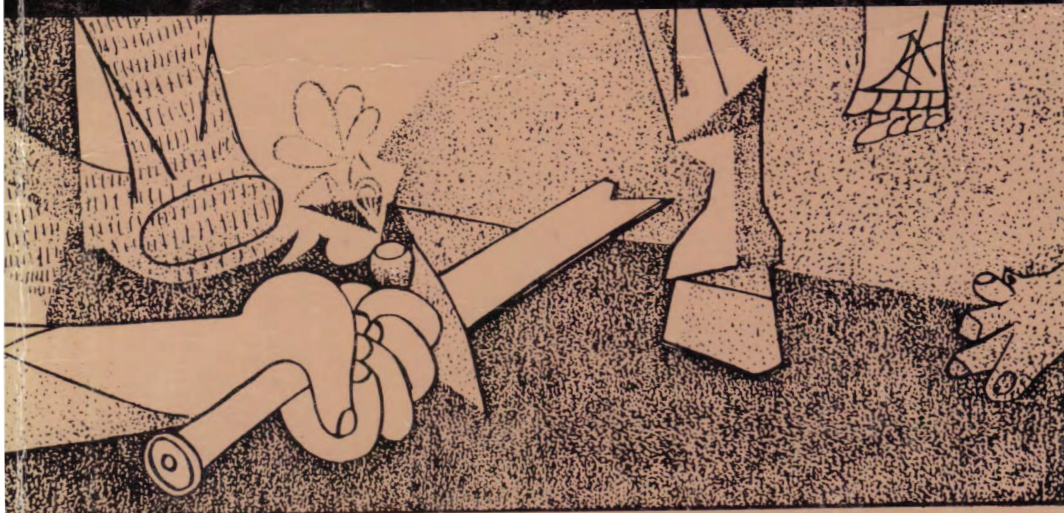


CENTRE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES HISPANIQUES  
DU XX<sup>e</sup> SIÈCLE

**LES MYTHOLOGIES HISPANIQUES  
DANS LA SECONDE MOITIÉ DU XX<sup>e</sup> SIÈCLE**



**HISPANISTICA XX**



UNIVERSITÉ DE DIJON

## NATION ET MYTHE EN CATALOGNE

Elvira MARTIN  
(Université de Tarragona, Espagne)

Mariano MARTIN  
(Université de Dijon, France)

### 1- Introduction.

Il y a des phénomènes qui manifestent mieux que d'autres l'étrange spécificité des sciences humaines. Des phénomènes qui montrent que parfois l'homme se laisse entraîner par de simples mots, par des idées, par des symboles, croyant agir pour des vérités. Ils ne savent pas toujours ce qu'est la vérité. A partir de quel moment commençons-nous à substituer des faits réels par des idéologies ? Est-il juste de se battre pour des idées qui probablement sont vides ? Peut-on s'entretenir pour des mots qui ont peut-être perdu tout lien avec la réalité ?

Nous allons examiner le cas de la Catalogne. Un pays qui veut se faire reconnaître comme nation et qui ne sait pas toujours préciser les limites hors desquelles cette nation est un mythe. Ce problème remonte au Moyen Age : nous allons donc y revenir, dans un rapide tour d'horizon historique, afin de pouvoir confronter ensuite les mythes et les réalités d'aujourd'hui. Deux petites anecdotes permettront de conclure sur un processus qui, en fin de compte, révèle une ontologie profondément marquée par le sens pratique et les solutions raisonnables. Nous essaierons de cerner, en somme, quelques uns des aspects idéologiques du nationalisme catalan.

### 2- Petite histoire de la Catalogne.

#### 2-1 Synopsis.

On pourrait dire que les malheurs de la Catalogne ont commencé en 1410, lorsque Martin L'humain (dernier roi de la dynastie de Barcelone) est mort. Pour trouver une solution à ce problème, le Parlement de Caspé s'est réuni, et sous l'influence de Bénédict III le Pape lune fut élu Fernand d'Antequera, prince de la Castille.

L'influence castillane commence avec ce roi en même temps que commence à déchoir la grandeur catalane. Cette situation devient encore plus grave en 1460, lorsque Fernando d'Aragon épouse Isabelle de Castille. A partir de ce moment-là la Castille exerce son hégémonie en Espagne car Fernando le Catholique

est le dernier prince de Catalogne, et, après la mort d'Isabelle, le dernier à parler catalan (langue pour laquelle les nobles montraient une assez grande antipathie).

La découverte de l'Amérique achève la Catalogne car la Méditerranée perd toute l'importance marchande qu'elle avait eue jusqu'alors. Les ports andalous ont le monopole du commerce des Indes et la Catalogne se voit réduite au commerce de la Méditerranée. Cette mer était devenue très dangereuse à cause des turcs qui dominaient la côte orientale, mais aussi à cause des pirates qui y pullulaient. A l'effondrement économique qui s'ensuivit vint donc s'ajouter l'effondrement politique, puisque la couronne marchait déjà vers l'absolutisme.

La situation catalane devient assez difficile, et les protestations et révoltes ne manquent pas (révolte des moissonneurs contre Philippe IV au XVII<sup>e</sup> siècle, par exemple). C'est alors que la Catalogne se déclare République Indépendante et s'allie au roi de France (Louis XIII) ; mais, trahie par celui-ci, elle pacte à nouveau avec l'Espagne : c'était trop tard, car elle avait déjà perdu son territoire du nord, à présent rattaché à la France. Un peu plus tard (nous sommes au XVIII<sup>e</sup> siècle) la Catalogne s'allie à l'Autriche dans la guerre de succession. Et, lorsque l'Espagne fait la paix avec l'Autriche, la Catalogne perd son autonomie politique et sa culture doit se soumettre à celle de la cour.

Enfin, avec Charles III prend fin l'interdiction de faire du commerce avec les Indes, et ceci permet à la Catalogne de rétablir un peu son économie.

## 2-2 Le XIX<sup>e</sup> siècle.

C'est au XIX<sup>e</sup> siècle que l'esprit nationaliste semble renaître, bien que certaines personnalités et studios de ce thème diffèrent dans leurs appréciations. En vérité, c'est tout au long de ce siècle que se développent différentes activités ayant pour objectif la renaissance de la Catalogne.

En 1859 Antonio de Bofarull réinstalle les jeux floraux : on y trouve déjà les bases de futures revendications politiques. Un an plus tard, Cortada publie une étude en castillan sur la question catalane. En 1873, Amirall participe à un essai de proclamation de l'Etat Catalan, tentative que Pi i Margall rejette en pensant qu'il était encore tôt, et que c'était surtout très dangereux. En 1882, apparaît la Ligue de la Catalogne, qui prend la direction du mouvement catalaniste.

A partir de cette date, le catalanisme sort de Barcelone et s'étend petit à petit à toute la Catalogne. Néanmoins, la perte des colonies provoque la chute de la production catalane et la perte de ce marché d'outre mer. C'est alors qu'une partie du peuple, et surtout les couches moyennes se rendent compte que toutes les affaires en Espagne vont vers le désastre et tournent les yeux vers le catalanisme, traînant derrière elles des industriels et des commerçants qui n'avaient pas au départ un esprit catalaniste.

Avec Prat de la Riba le catalanisme devient de plus en plus radical et propose l'indépendance politique de la Catalogne. En effet, d'après Barcells, la

bourgeoisie renonce très tôt à la conquête du pouvoir au niveau de l'Etat espagnol et se retourne vers la Catalogne pour y demander (quelques décennies plus tard) l'autonomie, formulant ainsi sa conception nationale. Ceci est dû au fait que, à la suite de quelques échecs politiques, cette bourgeoisie lance ses hommes d'action vers les rêves historiques d'un Etat à eux et d'une nation catalane. Il s'agit de défaire le pouvoir des confréries et de capitaliser la terre pour implanter le protectionnisme. Et, puisqu'ils se trouvaient déjà dans une époque de luttes de classes à peine nées, il se servent aussi des nouvelles conjonctures pour améliorer leur tactique autonomiste.

### 2.3 Doctrines économiques.

A cette époque se situe aussi la bataille entre protectionnistes et partisans du libre échange. Ces derniers prétendaient que le protectionnisme obéissait à des désirs particuliers d'enrichissement aux dépens du marché espagnol et du sacrifice des intérêts du reste des peuples d'Espagne.

Avec la crise navale qui se produit vers 1868, les protectionnistes commencent à parler de la défense romantique du travail national et terminent au nom de la nationalité catalane face au centralisme réactionnaire. Le catalanisme bourgeois ne se libère point de la tension entre une vocation protectionniste et un concept traditionnel du monde, plein d'éléments ruraux traditionnels et romantiques, jusqu'à l'avènement de la deuxième République.

### 2-4 La République fédérale.

En 1873, on essaie de mettre en pratique les idées de la république fédérale. Cette tentative est due à des républicains socialistes, libéraux et conservateurs inspirés du "principe fédératif" de Proudhon. Parmi eux se trouve Pi i Margall, qui ne représentait aucune classe sociale de son temps mais qui appartenait au secteur intransigeant des fédéralistes ; il soutenait que pour que cette proposition de réorganisation politique de l'Etat fonctionne il fallait qu'elle soit assumée par toutes les régions et tous les peuples de l'Espagne.

En 1901, la Ligue Régionaliste réussit une forte percée lors des élections générales au détriment du "caciquisme". Aux élections municipales elle obtient une forte minorité à l'Hôtel de Ville de Barcelone. Ces événements s'accompagnent d'une vive renaissance du sentiment républicain dans toute l'Espagne et, en 1903, les partis républicains obtiennent à Barcelone cinq sièges dans la majorité. Un peu plus tard plusieurs partis s'unissent pour donner naissance à Solidarité Catalane et rédigent un programme dans lequel on demande, entre autres choses, l'autonomie municipale. Cette coalition échoue cependant aux élections de 1908, et les partis républicains créent alors l'Union Fédérale. En 1914, on constitue, enfin, la Fédération des provinces de la Catalogne à des fins purement administratives : son président s'appelle Prat de la Riba.

## 2-5 Idéologie et histoire.

Pendant plusieurs décennies une bonne partie des partis ouvriers pronationalistes a vu dans la question catalane un problème exclusivement bourgeois: ils ont donc adopté des positions tactiques contradictoires en tombant dans un dualisme où il était impossible de réconcilier nationalisme et internationalisme. Ceci explique aussi que les positions nationalistes aient oscillé à gauche entre la traduction des thèses léninistes-catalanistes (par exemple le Parti Communiste de la Catalogne) et un radicalisme idéologique de caractère chauviniste et petit bourgeois (par exemple l'Etat Catalan - Parti Prolétaire).

Les marxistes et les libertaires catalans n'ont pas mené à terme un travail de création théorique sur le problème national. Ils ont plutôt profité d'une conjoncture de réorganisation de l'Etat en liberté offert par la République. Il faudra attendre trente ans, en plein franquisme, pour que les premières analyses rigoureuses sur l'évolution de la structure nationale catalane voient enfin le jour.

## 3- Mythologie dans le nationalisme ?

### 3-1 Le prétendu caractère du peuple catalan.

D'après Prat de la Riba les catalans se caractérisent par leur esprit pratique, leur génie marchand et leur tempérament ouvert, libéral et traditionnel à la fois. Vraisemblablement ces qualités sont devenues le symbole de la nation et de l'autonomie. En tout état de cause les catalans se sentent fiers de ces traits définitoires et y prennent pied pour affirmer que chaque peuple obtient ce qu'il mérite. Beaucoup d'entre eux affirment également que la Catalogne est l'une des régions de l'Espagne qui ont su progresser le plus, parce que son peuple est un peuple travailleur ; alors que d'autres régions (par exemple l'Andalousie) n'ont pas connu le même progrès : comprenne qui voudra. Car ces arguments nous introduisent déjà dans la mythologie implicite du catalan moyen, fier de lui-même et désireux de ne pas se poser des questions sur la justesse de son raisonnement.

Depuis le Moyen Age la noblesse rurale et les paysans ont éprouvé un grand mépris pour les gens des villes, qu'ils considéraient comme des menteurs et des magouilleurs dépourvus de toute moralité ; les citadins, à leur tour, méprisaient les paysans qui étaient, à leurs yeux, insociables, ignares et voleurs.

La version moderne de cette rivalité remonte au XIX<sup>e</sup> siècle, et inclut déjà des considérations régionales. Nous sommes en face du différend entre catalans et castillans. Le *castillan* voit chez le catalan une grande soif de profits et un manque total de grandeur. Le *catalan*, en revanche, ne voit chez le castillan que paresse et orgueil (C. Baroja). C'est que la Catalogne a commencé à s'industrialiser alors qu'en Espagne dominant toujours les anciennes philosophies : le paysan cultive la terre pour vivre, pas pour vendre ; le propriétaire ne veut ni cumuler ni investir ; l'"hidalgo" cherche refuge dans l'armée et dans l'Eglise, et le bourgeois de Madrid

le cherche dans la politique ou l'administration (T. de Lara). Il s'agit de deux structures, deux psychologies qui luttent sans se comprendre : les deux Espagnes.

La cause du vieux déséquilibre économique espagnol réside, selon certains, dans le fait que sur la base de la vie rurale on n'a pas su construire à temps une grande industrie et un grand commerce : sauf en Catalogne. L'Espagne a vénéré pendant longtemps le vieux mythe de l'*hidalgo*.

### 3-2 Qu'est-ce qu'un mythe ?

Lorsqu'un concept est partiellement vidé de son contenu, il devient mythe par synecdoque : un mot vide. Les aspirations autonomistes qui ont déferlé sur toute l'Espagne étaient étroitement liées à la reconquête de la démocratie et, parfois aussi, à des particularismes régionaux. Mais lorsque les nationalismes ignorent cet aspect revendicatif qu'ils ont en commun avec le reste de l'Espagne, ils s'éloignent de la réalité et se transforment en fable.

Tel est le sens du mot "mythe". Le dictionnaire Robert le définit comme un récit fabuleux, d'origine populaire, qui met en scène des êtres qui incarnent symboliquement des forces de la nature, des aspects du génie ou de la condition de l'humanité. C'est donc un récit sans garantie historique. Par extension c'est aussi une pure construction de l'esprit, une idée, et donc aussi une utopie. On parle ainsi du mythe de l'âge d'or, du mythe du paradis perdu... Bref, on entend par mythe au sens large une idée reçue, un topique, un cliché (on parle par exemple du mythe de la galanterie française, ou de l'ardeur des espagnols).

### 3-3 Mythologie et fétichisme : le Barça.

Il y a en Catalogne une entité qui est devenue un symbole, presque un mythe : c'est le club de football de Barcelone, populairement nommé le "Barça". Il représente un certain catalanisme sentimental face à une autre équipe de football de Barcelone : l'Espagnol, un peu hâtivement assimilé à l'anticatalanisme. Or l'Espagnol a été créé comme la première société espagnole de football face au Barça, qui était originellement composé d'étrangers, et qui avait été créé par un suisse qui lui avait donné les couleurs bleue et rouge de son canton ; alors que, loin de renier le catalanisme, l'Espagnol avait copié son enseigne de celle de Roger de Lauria (personnage cette fois-ci historiquement rattaché à la Catalogne).

Mais aujourd'hui aussi bien les catalans que les immigrés se trouvent identifiés au Barça. Celui-ci véhicule des fantasmes qu'on pourrait énumérer de la manière suivante :

A) **Le catalanisme sentimental.** C'est l'amour de la ville, le désir de devenir international, d'échapper à l'angoisse des Pyrénées ; car, derrière l'image superficielle d'un niveau de vie presque européen, la Catalogne n'est qu'un bidonville de l'Europe, avec une concentration ouvrière supérieure à celle de Paris, Milan ou Turin.

**B) Le fantasme du centralisme.** Il va jusqu'à identifier le club de football Real Madrid à la persécution du gouvernement franquiste. Le stade du Barça (le Camp Nou) permettait de réunir cent mille personnes autour de l'idée catalane, et il aurait été impossible d'y trouver une pancarte avec l'inscription "fora xarregos" (immigrés dehors), ainsi que cela s'est produit lors de la "Diada" (fête nationale en Catalogne, les 11 et 12 septembre).

**C) Un certain sentiment de puissance.** Le fait de se savoir et de se sentir un peuple riche, qui a travaillé pour avoir ce qu'il a, et qui aime pouvoir en profiter. Un sentiment de fierté du peuple catalan parce qu'il est capable d'acheter Maradona, le meilleur joueur de football du monde.

Tout ceci explique que le drapeau bleu-rouge ait pu remplacer pendant des années le drapeau rouge et jaune de la Catalogne. Or l'histoire montre que partout où les symboles dominent les réalités sont mises entre parenthèses. Les symboles matérialisent des rêves cachés : le Barça, le drapeau bleu-rouge sont des fétiches. "Fétiche" vient du portugais "feitico", qui voulait dire "artificiel" avant de signifier "sortilège". C'est un objet auquel les superstitieux attribuent un pouvoir magique capable de porter bonheur en éloignant le danger. C'est une amulette, une mascotte : c'est, en somme, un peu ce que nous mettons sous le concept "totem". Comme superstition, c'est une croyance que la raison n'explique pas. Selon Comte le fétichisme est la forme originaire de la religion. Et toute religion possède une mythologie. Nous sommes donc confrontés à une sorte de religion du nationalisme.

Lorsque nous manquons de pain, nous le remplaçons par des mythes. Mythe de l'armée et du drapeau rouge et jaune, pour certains espagnolistes. Mythe de la "senyera", du Barça, du drapeau bleu-rouge, de la "barretina", du chant des faucheurs pour les catalanistes. Des symboles, des amulets en qui nous déposons notre confiance, prêts à ne pas travailler et à attendre que le salut nous vienne d'en haut. (C'est ainsi que Jordi Pujol craignait que le pire ennemi de la Catalogne ne soit le peuple catalan lui-même).

Ceci s'appelle milénarisme, messianisme. Comme le peuple juif, qui attend toujours l'arrivée du messie ; ou comme le peuple portugais, qui attend encore (et cette attente cristallise par temps de crise) le retour de cet être mythique, solution à tous les problèmes, qu'ils appellent Don Sébastien.

### 3-4 Anachronisme et mythe.

Le nationalisme agressif de certaines régions d'Espagne s'explique comme réponse à un mythe féroce et agressif qui a marqué la vie des espagnols : c'est le *mythe de l'Espagne*. L'armée y croit les yeux fermés parce qu'elle est isolée de la société espagnole ; dans les académies militaires l'histoire est faussée, enseignée de manière sectaire et partielle, parce qu'on y stimule des valeurs mythiques qui donnent une image erronée de la réalité de l'Espagne dans son passé et dans son

présent. De là le risque de coup d'Etat, de subversion constante que l'Espagne a connu pendant l'immédiat après-franquisme.

Or le mythe de l'Espagne est associé à deux autres mythes : celui de *la province*, et celui de la *comarca*. Les provinces, selon Josep Benet, ancien candidat à la présidence de la *Generalitat* (gouvernement catalan), ont été créées dans une société rurale et sont devenues aujourd'hui anachroniques ; or la constitution espagnole contient des traits anachroniques qui ont permis de déclarer contraire à la constitution le projet de dissolution des provinces catalanes présenté par le pouvoir régional.

La *comarca* est le territoire qui pouvait être parcouru en char pendant un jour. Il y avait un centre d'échanges où se tenait le marché une fois par semaine, et où se trouvaient aussi le médecin, le notaire, les magasins. Aujourd'hui, n'importe quel citoyen peut se rendre à Barcelone en deux heures : quel sens y a-t-il à maintenir l'organisation comarcale comme si c'était encore le XIX<sup>e</sup> siècle ?

C'est ce que les autonomies, qui joignent le désir de liberté à des problèmes d'identité, doivent entraîner, de par les mutations mêmes du monde moderne, un changement d'institutions qui, à son tour, créera un nouveau problème d'identité à des citoyens qui avaient fait corps avec leur province et leur *comarca*. On le voit aisément, le nationalisme n'est pas nécessairement lié à une politique conservatrice ; à gauche il apparaît même comme un nationalisme rénovateur.

#### 4- Analyse des réalités.

##### 4-1 Définition juridique de la condition de catalan.

La présence d'immigrés d'autres régions espagnoles en Catalogne a forcé un changement dans la définition de la condition de catalan. Actuellement sont considérés comme catalans ceux qui vivent en Catalogne et possèdent une tradition propre ; mais, en un sens plus large, sont catalans aussi ceux qui résident en Catalogne, qu'ils soient ou non catalans d'origine, et qui ont par ailleurs la nationalité espagnole.

Il est possible que cette définition ait été forcée par les circonstances, car le Statut catalan l'établit ainsi en accord avec la Constitution espagnole de 1978. Jordi Pujol, actuel président de la Catalogne, assume cette définition dans son livre "Une politique pour la Catalogne" ; peut-être l'une des raisons qui ont incité à l'admettre est le fait que l'immigration apporte une main d'oeuvre dont l'industrie catalane a besoin, et que la force de la coexistence péninsulaire (hormis le Portugal) empêche de procéder à d'autres définitions.

##### 4-2 Nationalité et citoyenneté.

On peut distinguer deux niveaux de participation dans l'idée nationale :

A) **Participation politique** : elle implique résidence et contrôle par l'Etat ; c'est la *citoyenneté*. Les immigrés, en tant que citoyens, participent



seulement d'un "nationalisme social ou matériel", fondé sur l'économie. La plupart des pays d'accueil ne leur accordent pas des droits politiques.

**B) Participation culturelle (littérature, art, morale, religion...)** : c'est le *fait national*, qui peut être vécu de deux manières antagonistes :

a) **Nationalisme social et culturel** : s'y trouvent réunis la citoyenneté et le fait national. Certains droits historiques se manifestent dans la vie quotidienne des gens et cristallisent sous forme de revendications nationales.

b) **Messianisme** : survient lorsque le fait national perd sa connexion avec la vie des citoyens. Faute de bases matérielles, son expression politique peut déclencher des processus extraordinairement dangereux. C'est le terrain de l'utopie, de la croyance en une terre promise, en un sauveur : c'est, en somme, le terrain du mythe.

#### 4-3 Nationalisme conservateur et nationalisme rénovateur.

On vient de définir les *nationaux de fait* (ceux qui étaient déjà là, ceux qui sont nés sur un territoire et y ont vécu : le fait national) et les *nationaux de droit* (les citoyens). Nous venons de voir aussi que, en période de crise, *Le processus national tend à s'immobiliser, à s'identifier avec l'Etat* en assimilant l'ensemble des citoyens à l'un de ses sousensembles : celui des naturels. En littérature ce glissement reçoit le nom de *synecdoque*.

A. Par conséquent le nationalisme s'éloigne de la *société* (qui est son présent) et s'identifie seulement à l'*histoire* (son passé).

a) Le *processus* devient *état* (in concreto : Etat).

b) Le *citoyen* devient *natif*.

c) La *société* devient *histoire*.

La nation se dessèche, meurt, se momifie. C'est le *nationalisme conservateur*. Voici, à titre d'exemple, la définition qu'il donne de lui-même, avec ses slogans, dans le cas français :

a) Ordre et autorité (répression : *Etat*).

b) Les français d'abord (*xenophobie*).

c) La France est de retour (sousentendu : retour aux bonnes vieilles traditions, au *passé*).

B. Par réflexion symétrique nous pouvons caractériser le *nationalisme rénovateur* :

a) L'*état* (l'Etat) devient *processus*, mouvement.

b) Le *natif* devient *citoyen* (on lui reconnaît des droits).

c) L'*histoire* devient la *société*.

#### 4-4 Les deux types d'autonomie.

La transition espagnole a, depuis 1975, associé au mot "autonomies" des contenus qui reflètent les aspirations politiques du moment. Au fil des années ce

concept s'est décanté et a laissé entrevoir les deux sens qu'il cachait en réalité, et qui tôt ou tard devaient entrer en contradiction. Il s'agit de deux types d'autonomies auxquelles nous introduit E. Obregon :

a) **Autonomie de gestion.** Elle transforme la démocratie "de représentation" en démocratie "de participation". Ce sont les idées de liberté et de démocratie qui s'étaient associées au concept d'autonomie dans tous les esprits dans les dernières années du franquisme ; nous pourrions parler de *l'idéologie démocratique des autonomies*.

b) **Autonomie d'identité.** Elle concerne l'identité propre d'une région qui a, quelquefois, sa propre langue. Le danger subsiste que cette dernière s'impose comme simple surface ("superficie") vidée de son contenu de gestion.

#### 4-5 Nation et nationalité.

Bref, dans le cas qui nous occupe (nous empruntons cette fois-ci son raisonnement à Santiago Foncillas), *la droite espagnole* a considéré qu'il y avait une seule nation et des réalités culturelles distinctes qu'on appelait des régions historiques ; elle a accédé à les appeler "nationalités" comme une concession aux minorités nationalistes.

*La gauche* était incapable de résoudre la contradiction qu'il y avait à affirmer l'existence simultanée d'une nation espagnole et des nationalités. Elle a fini par forger le concept *d'Etat espagnol*, en faisant bien attention de ne pas parler de nation à propos de l'Espagne et de mentionner le terme "nationalité" chaque fois qu'elle faisait allusion aux régions historiques.

#### 4-6 Nationalité et immigration.

*Une nation est un ensemble de droits.* Le fait que j'appartienne ou non à une nation implique que j'aurai ou non les mêmes droits que mes compatriotes éventuels. Toute nation s'identifie, par conséquent, à un *intérêt*. Si je veux être espagnol c'est bien parce que chez moi j'ai droit à la sécurité sociale, aux indemnités de chômage, etc...

La nation apparaît donc comme une carte d'identité, une porte d'entrée dans une maison, un passeport. Les enseignes (triangles, étoiles, carrés...) que les nazis brodaient sur les uniformes des déportés étaient autant de titres d'identité qui les distribuaient par nations plus ou moins inférieures, plus ou moins supérieures.

Dans la lutte pour l'égalité avec les autochtones, voulant participer à la même nation que ceux-ci, l'étranger fait valoir ses *droits réels*, qui sont ceux qu'il construit jour après jour avec son travail et son effort. Les conservateurs leur opposent des *droits historiques* qui permettraient de les classer, a priori, par catégories plus ou moins raciales, et en tout cas discriminatoires. Il faut des faits réels et concrets, et non pas des fictions et symboles qui finissent par les substituer. Ainsi le déclarait une vieille chanson antifranquiste :

Ils disent que la patrie

c'est un fusil et un drapeau ;  
 ma patrie, ce sont mes frères  
 qui labourent la terre.

Les marginaux sont toujours minorité. *Les immigrés sont*, par définition, *des minorités nationales*. Ils luttent en fonction de faits concrets tels que avoir faim, se sentir méprisés ou vouloir étudier. C'est la raison pour laquelle Gutiérrez Contreras affirme que derrière les différences linguistiques, ethniques ou religieuses il y a toujours une réalité sociale et économique qui explique ces faits. C'est le cas des Indiens, noirs, "chicanos" et portoricains aux Etats Unis ; et des palestiniens au moyen orient. Reconnaître leurs droits réels c'est leur accorder notamment le droit de ne pas mourir de faim. Un bon moyen pour le faire c'est le fédéralisme des nations et des communautés, seul garant de la justice. Si une communauté autonome (dit Pérez Jiménez) applique un programme distributif propre, les individus qui auraient à en subir les conséquences pourraient y échapper en changeant de lieu de résidence ; au contraire, ceux qui pourraient en profiter s'y installeraient en masse. On en déduit (fédéralisme) que tous les programmes distributifs devront être égaux dans chaque territoire, uniformément formulés (c'est le cas de l'Espagne) sur l'ensemble du pays.

Car nation n'est pour un individu qu'un ensemble de circonstances, à la fois héritées et forgées en commun, qui lui rendent la vie agréable. Pour cette raison on parle aussi de nationalisation des entreprises, tout comme pour les individus. Et c'est une curieuse façon d'entendre le nationalisme que de privatiser les profits et socialiser (nationaliser) les pertes. Nationaliser c'est répartir, et la patrie est (ou devrait être) l'entité qui partage équitablement le patrimoine entre les citoyens.

##### **5- Autour de quelques petites anecdotes.**

###### **5-1 Catalanisme et pouvoir central : l'opération Roca.**

On dirait parfois que les intentions et les projets ne font que se répéter au long de l'histoire. On a vu que la Catalogne a tenté vainement de prendre part au gouvernement central de l'Espagne. Ce projet est à nouveau à l'ordre du jour en 1984 avec l'opération réformiste de Miquel Roca ; mais en 1985 il paraît avoir été oublié parce que Miquel Roca, leader du parti réformiste dont il n'est pourtant pas membre, semble sombrer dans une contradiction. C'est ce que pense Jordi Solé Tura (professeur de droit politique à l'Université de Barcelone, communiste), pour qui il ne faut pas tenir un double langage. On ne peut pas (dit-il) être en Catalogne et parler de l'Etat espagnol (pour le critiquer), et vouloir en même temps gouverner l'Espagne ; ou bien on est clair avec ceci ou alors il surgit des problèmes là. Tel est le problème de fond en dehors duquel il n'y a pas d'incompatibilité particulière dans l'opération Roca.

Il ne faut pas non plus, lorsqu'il s'agit d'analyser les causes de cet échec, négliger le fait que le gouvernement de Felipe Gonzalez est sans doute celui qui

compte le plus de catalans parmi ses ministres. On peut citer Narcis Serra, ministre de défense ; Ernest Lluch, ministre de la santé; Joan Majo, ministre de l'industrie et de l'énergie, et bien d'autres secrétaires et hauts fonctionnaires.

De nouveau, la grande ambition des dirigeants catalans. De nouveau l'échec. Le catalanisme s'est encore une fois retourné sur son territoire pour critiquer plus facilement tout ce que de mauvais il y a à Madrid ; cependant qu'en Catalogne on loue le peuple catalan, travailleur et capable de montrer tout ce qu'il peut faire s'il appuie sur le conservatisme régional. Du moins, c'est ce que à quoi semblent aspirer Jordi Pujol et ses proches, depuis leur siège à la "Generalitat".

### 5-2 Echech et nationalisme : l'affaire de la "Banca Catalana".

En 1984 on a découvert que dans la Banque Catalane il y avait eu un détournement de plus de deux cents millions de pesètes. Ce détournement avait eu lieu pendant la période à laquelle Jordi Pujol était président de la Banque Catalane ; mais lorsque le détournement a été découvert, Pujol était déjà président de la "Generalitat" : ses avocats ont invoqué le fait qu'il ne pouvait pas être inculpé, car cela faisait plus de dix ans qu'il avait abandonné la présidence de la banque. Actuellement cette affaire suit son cours.

Or, elle avait fait l'objet d'une exploitation politique incroyable. La présentation de la querelle a été maquillée par "Convergence Démocratique de la Catalogne" (le parti de Pujol), et elle apparaît à présent comme un véritable attentat contre la Catalogne. Les catalanistes en ont profité pour faire du prosélitisme, et ils y ont réussi : une foule de manifestants se sont massés devant le palais de la "Generalitat" pour soutenir leur président, devenu le symbole d'un pays opprimé par l'Espagne, et oubliant de se rappeler que le temps passe et que bien de choses se sont passées depuis la mort de Franco. C'est, à nouveau, le temps des mythes. L'Espagne s'oppose à la Catalogne, et le pays est presque occupé par l'armée espagnole, si on pousse jusqu'à la caricature ce raisonnement qui, sans toutefois le laisser entrevoir, a déjà un aspect caricatural. La figure du Président de la Catalogne surgit alors tout naturellement investie du charisme nécessaire pour guider un peuple vers l'accomplissement de son destin. C'est exactement l'idéologie qu'il faut pour réaliser de grands projets d'économie autochtone (voilà la réalité qui se cache derrière le mythe). Mais nous avons déjà vu avec Pi i Margall que pour que ce projet soit viable il faut établir une coopération avec le reste des régions espagnoles, et aussi avec le pouvoir central ; il faudrait même examiner les coopératives possibles à mettre au point avec l'Europe.

Ce point rappelle l'essai échoué de proclamation de l'Etat Catalan en 1873. N'est-ce pas cette même année que Pi i Margall a affirmé que pour que la réorganisation politique de l'Etat soit possible il fallait qu'elle soit assumée par l'ensemble des peuples d'Espagne ? Le passé et le présent paraissent se rejoindre, et

ceci fait apparaître les mythes actuels comme une répétition des mythes d'antan : le même contenu se cache derrière les nouveaux visages.

### 5-3 Le problème de la violence.

Nous avons toujours considéré que le problème économique catalan avait donné lieu à un processus pacifique, en un sens exemplaire (les leaders de tous les partis le faisaient remarquer). Néanmoins des jaillissements de violence voient le jour ce dernier temps. Ce qui ne manque pas de nous inciter à nous poser quelques questions directement liées au sujet qui nous occupe : cette radicalisation serait-elle la conséquence évidente de la substitution de la réalité par des mythes sur la scène politique ? Le mythe de la terre, par exemple (l'une des organisations indépendantistes se nomme justement "Terra Lliure" : la Terre Libre).

Jordi Solé Tura donne son point de vue à l'occasion d'une interview qui lui a été faite par la télévision espagnole. Selon lui, lorsque la gauche a été hégémonique en Catalogne ces jaillissements ne se sont pas produits, et pour cause : la gauche donnait des réponses de gauche aux problèmes réels de la Catalogne ; en ce sens, beaucoup d'inquiétudes qui se manifestent aujourd'hui étaient canalisées autrement. Si la gauche (poursuit-il) est capable d'y apporter une réponse satisfaisante, si elle capable de proposer une alternative viable et surtout crédible, ce problème diminuera ; mais s'il en est autrement, personne ne peut prévoir ce qui arrivera. Ce qui laisse planer un sérieux interrogant sur le futur de la Catalogne.

### 6- Conclusion.

Le problème catalan est, en somme, le cas typique d'un pays qui a conquis ses droits dans le calme et le respect de la légalité démocratique, et qui semble s'enliser peu à peu dans une dynamique où ce ne sont plus les réalités qui décident, mais les mythes. Les faits sont devenus des mots, et la société est en train de se dissoudre en idéologie.

Ce ne sont, cependant, que quelques déviations particulièrement virulentes par temps de crise. C'est aussi, probablement, un cumul d'excès qui ont succédé tout naturellement à l'oppression franquiste, et nous avons des raisons de penser que tôt ou tard tout finira par se tasser. L'esprit pragmatique de la Catalogne s'imposera et nous verrons bientôt que les mots laisseront à nouveau la place aux faits, et que l'objectivité renaîtra de ses cendres, comme le phénix de la raison. Il est peu probable que la Catalogne suive, en matière d'autonomie, l'exemple dramatique du Pays Basque.

**Bibliographie**

- ARMENGOU, Josep. *Justificació de Catalunya. Els orígens*. 1977, La Magrama.
- BLAS, Andrés de. *La idea de nación desde la perspectiva española*, in "Argumentos", n°16, pp. 62-63 ; oct. 1978.
- CAMPO VIDAL, Manuel. *Cataluña. Un suburbio industrial de Europa y del INI*, in "Triunfo", n°894, pp. 20-24. Madrid, 1980.
- CARO BAROJA, Julio. *Los pueblos de España* (2). Madrid, 1981. Istmo.
- COROMINAS et J.A. Pascual. *Diccionario crítico etimológico castellano e hispánico*. Madrid, 1983. IEE.
- FONCILLAS, Santiago. *El Estado de las autonomías y la unidad del sistema económico*, in "Cuenta y razón", n°1, pp. 55-62.
- HERNANDEZ, Francesc. *La ideología nacional catalana*. Barcelona, 1981. Anagrama.
- OBREGON, Eduardo. *Las autonomías, una cuestión política*, in "Argumentos", n°16, pp. 62-63 ; oct. 1978.
- PEREZ DE ROZAS, Emilio et Alfredo Relaño. *Barça, Barça, Barça*, in "El País semanal", n°287, pp. 16-29. Barcelona, 10 oct. 1982.
- PEREZ JIMENEZ, Pablo. *Federalismo fiscal y autonomías*, in "Argumentos", n°4, pp. 70-74.
- PRAT DE LA RIBA, Enrique. *Doctrina catalanista*. Lecturas Populares.
- PUJOL, Jordi. *Una política para Catalunya*. Barcelona, 1976. Ed. Nova Terra.
- ROBERT, Le. *Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française*, 1977. Paris.
- ROVIRA I VIRGILL, Antonio. *Historia de los movimientos nacionalistas*. Biblioteca de Cultura Moderna y Contemporánea.
- SOLE TURA, Jordi. Interview dans le programme "Punto y aparte", T.V.E. Sept. 1985.
- VAZQUEZ MONTALBAN, Manuel. *Qué es España*, in "El País".
- VILLAN, Javier. *Josep Benet o cómo consolidar la democracia*, in "Argumentos", n°58, pp. 40-46. Madrid, oct. 1983.